

Courses de lévriers

avec la construction de celui de Meadowlands et d'autres pistes très connues, on s'aperçoit maintenant que certains sont obligés de fermer. On construit à la place des centres commerciaux ou d'autres locaux à usage commercial. Cela se traduit par la perte de nombreux emplois. L'hippodrome faisait vivre beaucoup plus de gens qu'on ne pourra en embaucher dans un centre commercial.

A mon avis, le député de Chambly agit à l'encontre des intérêts de sa circonscription et de la région, à un moment où la piste Blue Bonnets a déjà trop de concurrents dans la région de Montréal. Après tout, il ne reste plus que quatre hippodromes au Québec, et tous les quatre sont en difficulté. La piste Blue Bonnets n'a vraiment pas besoin d'un surcroît de concurrence.

Les gouvernements provinciaux sont trop gourmands. Ils devraient piocher un peu moins dans les recettes des hippodromes et s'efforcer de soutenir un peu plus cette activité en période de récession économique. Les 50,000 personnes qui vivent des courses de chevaux ont besoin de toute l'aide qu'elles peuvent trouver. Je parle des agriculteurs qui produisent le foin et la paille dont ont besoin les chevaux, des maréchaux-ferrants qui ferrtent les chevaux, et même des gens qui fabriquent les fers à cheval. Je parle aussi des vétérinaires qui gagnent leur vie en prenant soin de ces chevaux, et des gens qui travaillent dans les restaurants ou s'occupent de l'administration et de l'exploitation des services offerts par les hippodromes. Je parle enfin de certains employés à temps partiel comme les préposés aux parcs de stationnement. Je crois que 50,000 emplois pourraient être sérieusement menacés par l'apparition d'un genre de courses nouveau et beaucoup moins productif.

A mon avis, la Chambre devrait reconnaître à sa juste valeur ce que les courses de chevaux rapportent au pays sous forme d'emplois et de recettes fiscales pour les gouvernements. Nous devrions appuyer et aider ce secteur, au lieu de créer plus de loteries, de courses de lévriers ou d'autres genres de courses.

Certains feront aussi valoir qu'il n'est pas normal de traiter des lévriers de cette façon, en les faisant courir autour d'une piste à la poursuite d'un lapin électrique recouvert de fourrure. Je ne pense pas que j'aimerais courir ainsi en rond et attraper finalement un de ces lapins pour découvrir brutalement que ce n'est pas ce que je pensais.

Je crois que ce serait une mauvaise décision pour la région en question. Ce serait dangereux pour l'hippodrome Blue Bonnets, pour les courses sous harnais et les courses de pur-sang, au Québec, en Ontario et dans tout le pays. Si je peux me permettre de parler en mon nom personnel et au nom de mon parti, je dirais que nous sommes opposés à un tel projet de loi.

M. Paul E. McRae (Thunder Bay-Atikokan): Monsieur le Président, je suis du même avis que les deux députés qui m'ont précédé. Toutefois, j'émetts certaines réserves à l'égard des déclarations du député de Scarborough-Est (M. Gilchrist).

J'ai deux bonnes raisons de ne pas appuyer ce projet de loi. La première c'est que, selon moi, nous sommes saturés de jeux et de loteries. Il est peut-être temps de faire machine arrière, ne serait-ce que du point de vue moral, car l'État favorise trop le jeu, causant beaucoup de tort à certains citoyens. Nous ne devrions peut-être pas nous en mêler. Personnellement, je ne crois pas que l'État doive empêcher les citoyens de jouer s'ils le désirent, car c'est à eux d'en décider. Mais dans ce cas, nous en sommes arrivés à un point de saturation et nous sommes peut-

être responsables de certains abus. C'est assez difficile à délimiter, mais je crois que nous avons atteint le point de saturation dans ce domaine.

Il y a certaines choses avec lesquelles je ne suis pas d'accord à propos de la loterie sportive. A mon avis, c'était un assez bon moyen de recueillir de l'argent pour financer les sports. J'étais à la Chambre, comme un certain nombre de mes collègues, quand le gouvernement de l'ancien chef de l'opposition s'est entendu avec les provinces pour leur confier la gestion de Loto Canada. On nous a dit alors que ce transfert apporterait aux provinces environ 75 millions par an.

L'ancien ministre des Sports n'est pas là pour le confirmer, mais on pouvait supposer que le gouvernement conservateur de l'époque essaierait de récupérer environ 70 millions par an. J'ai appris qu'à la conférence des ministres des Sports provinciaux à laquelle participait le ministre fédéral, le premier ministre d'alors a décidé que 25 millions, plus une certaine indexation suffiraient amplement. Bien sûr, nous avons été scandalisés. Ce gouvernement essayait encore une fois de donner davantage aux provinces aux dépens de l'administration fédérale. Je pense que le gouvernement a la responsabilité de recueillir des fonds et comme tel est le but de cette loterie sportive, cela me semble justifiable. Toutefois, je constate une certaine dégradation de la situation dans le cas d'une forme de loterie en particulier. Le bingo, l'un des passe-temps favoris de nombreux Canadiens, qui a également permis aux églises et à d'autres œuvres de bienfaisance de recueillir des fonds, risque de disparaître. Les petits groupements et les églises doivent affronter la concurrence du superbingo qui est commercialisé au point de menacer de nombreuses personnes et de petits groupes qui organisent des bingos à des fins charitables. Je crois que nous sommes arrivés au point de saturation. Je ne voudrais pas que cela aille plus loin.

• (1730)

Il y a une autre raison pour laquelle je juge ce projet de loi inacceptable. Au cours des années, les courses de chevaux sont devenues une véritable industrie avec tout ce que cela représente. De nombreux Canadiens y travaillent, environ 40,000 je crois. Nous avons maintenant un grand nombre de bons animaux reproducteurs. On craint fort que le lancement de courses de lévriers se fasse aux dépens d'une industrie bien établie qui fait partie intégrante de notre économie agricole et nationale. Je répète, environ 40,000 emplois sont en jeu. Je ne pense pas que cela aurait des conséquences catastrophiques si cette industrie était florissante. Mais j'ai appris que, l'année dernière, ses recettes avaient nettement baissé. Par exemple, le montant des paris a diminué et le reste à l'avenant. Par conséquent, il semble que le lancement d'un autre type de courses, telles que les courses de lévriers entraînera un ralentissement considérable des courses de chevaux.

Ce genre d'initiative me paraît excellente si vous avez un très vaste marché comme c'est le cas aux États-Unis où l'on ne ferait pas beaucoup de tort aux courses de chevaux et aux autres industries de ce genre en lançant des courses de lévriers. Mais, au Canada notre industrie n'est pas si florissante, elle est en difficulté—et je peux vous montrer des chiffres qui le prouvent—cela nuirait donc à un secteur assez important de notre économie.